



Face à volatilité des prix de l'énergie, UniHA invite les hôpitaux à la prudence



Crédit : GRDF

PARIS, 3 juin 2020 (TecHopital) - La répercussion de la crise sanitaire sur les prix de l'électricité n'a pas été si importante que pour les énergies fossiles, explique Olivier de Miras, acheteur UniHA, qui met les hôpitaux en garde contre une prise de risques dans leur stratégie d'achat d'énergie.

"Le fait que l'épidémie de Covid-19 ait commencé en Chine, l'"atelier du monde", a inévitablement eu un impact sur l'économie mondiale", a-t-il observé, interrogé par TecHopital.

L'empire du Milieu est en effet le plus grand importateur mondial de pétrole brut et de gaz naturel (15,5% et 9,8% respectivement des importations mondiales en 2018). Il a mis une partie de son économie à l'arrêt pendant 3 mois, générant une baisse de consommation inattendue et massive.

"La demande d'énergie mondiale s'est effondrée, entraînant avec elle les prix du pétrole et du gaz. Les mesures de confinement généralisées ont conduit à une diminution de la demande toutes énergies confondues d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. L'agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une diminution de la consommation d'énergie de 6% en 2020", ont précisé, dans une note publiée le 27 mai, Eric Dubini, directeur des achats au CHU de Bordeaux et coordonnateur de la filière énergie d'UniHA et Olivier de Miras, acheteur énergie UniHA.

"Avec la chute du prix du pétrole, tout le monde a eu l'impression que l'énergie serait gratuite l'année prochaine. Mais c'est un peu plus compliqué que cela. Dans les hôpitaux comme ailleurs, il existe des contrats et le prix de l'énergie dépend de la manière dont les contrats sont gérés", a expliqué Olivier de Miras.

Par ailleurs, si la demande d'électricité a baissé partout, la répercussion sur les prix de marché n'a pas été aussi importante que sur les énergies fossiles.

"Une forte volatilité" du prix de l'électricité a été constatée, "avec des variations quotidiennes pouvant atteindre plus ou moins 3%, et une décorrélation de plus de 8 euros du MWh (environ 20%) entre les prix allemands, qui sont toujours orientés à la baisse, et les prix français de l'électricité qui connaissent un regain de vigueur, depuis l'annonce d'EDF de revoir ses objectifs de production nucléaire". Ainsi, "le prix de l'électricité est reparti à la hausse en France alors qu'il a continué à baisser en Allemagne".

Les impacts positifs sur les budgets énergie des hôpitaux dépendront donc directement de leurs stratégies d'achat, notent les deux auteurs.

"Il est trop tôt pour dresser un bilan des consommations d'énergie dans les hôpitaux pendant la crise sanitaire. Nous ne sommes d'ailleurs pas certains qu'il y ait eu une augmentation pendant cette période. Certains services comme la réanimation se sont révélés de gros consommateurs, mais dans le même temps de nombreux services ont fermé. Les blanchisseries, qui fonctionnent au gaz, ont été très sollicitées. Nous ne sommes pas certains de détecter cet épisode Covid dans les consommations. Nous attendons donc

summes pas certains de détecter cet épisode Covid dans les consommations. Nous attendrions donc septembre pour faire un premier bilan", a souligné Olivier de Miras.

Moins de 5% des hôpitaux continuent à acheter seuls leur énergie

La France consomme 500 térawatts-heure (TWh, 10^{12} watts-heure) d'électricité chaque année. Les hôpitaux, eux, en consomment 3 TWh/an. Les établissements de santé sont de petits consommateurs à qui sont proposées uniquement des offres standards. Du fait de leur taille, "ils ne disposent pas de vrais leviers de négociation".

C'est pour toutes ces raisons que "nous conseillons aux établissements de santé, quelle que soit leur taille, de rejoindre un groupement d'achats (Ugap, des syndicats d'énergie, Resah ou UniHA). Plus de 530 établissements de santé ont confié leurs achats d'énergie à UniHA. Le groupement énergie du Resah gère plus de 800 établissements (notamment des Ehpad).

"Tous les acheteurs publics qui préparent des appels d'offres sur le gaz ou l'électricité, et achètent 100% de leurs volumes sur 2 ou 3 ans en une fois, jouent au casino. Ce sont des spéculateurs", affirme Olivier de Miras. Or, l'acheteur indique de 4% à 5% des hôpitaux français continuent à fonctionner de cette manière. "Nous souhaitons alerter les directrices et directeurs d'hôpitaux", sur le risque encouru.

Un CHU dépense en moyenne entre 8 et 10 millions d'euros en énergie. Au CHU de Bordeaux, par exemple, la dépense énergétique s'élève à 14 millions d'euros sur un budget total de 1,4 milliard.

Auprès des directions des établissements de santé, "nous sommes amenés à échanger avec des juristes de formation et non des économistes. Et nous constatons avoir beaucoup de difficultés à expliquer les notions de volatilité du marché, de contrat terme, ou de gestion du risque pris en modulant les volumes", rapportent les acheteurs.

La volatilité du prix de l'énergie, qui n'est pas liée à la crise du Covid, "invite à la prudence et confirme l'intérêt pour les hôpitaux de disposer d'une stratégie d'achat de leurs énergies robuste et éprouvée", insistent les deux auteurs du communiqué de presse.

Pour les établissements adhérents d'UniHA qui n'ont pas externalisé leurs achats de gaz naturel à leurs exploitants de chauffage, "la baisse sera de 15% en moyenne sur les budgets 2021 et 2022".

"Pour l'électricité, les incertitudes concernant les suites de l'épidémie, la situation économique mondiale, comme la capacité de l'opérateur national à rattraper son retard en matière de maintenance des centrales nucléaires rendent périlleux tout exercice de prévision budgétaire avant l'automne 2020", précisent les acheteurs UniHA.

"Nous souhaitons alerter les directrices et directeurs d'hôpitaux. En 2019, le prix de l'énergie s'est envolé de 66% en quelques mois. Or, il est impossible d'absorber cette augmentation par une économie des consommations. Les questions d'énergie dans un hôpital ne se limitent pas aux consommations. L'impact de fortes variations du prix peut être beaucoup plus violent que celui des variations de consommations. Et comparer des prix d'énergie demande un peu d'expertise. Cela ne s'improvise pas", concluent-ils.

gdl/nc

Geneviève De Lacour

© 2012-2020 APM International.